

Les problèmes des Soviets hongrois

Eugène Varga

Source: Rapport présenté par le Commissaire du peuple Eugène Varga au Congrès des Conseils Ouvriers et Soldats tenu à Budapest le 15 juin 1919. «Ordine Nuovo», 1er année n° 17, 6 septembre 1919, p. 130-131. Traduction MIA.

Notre travail s'est immédiatement divisé en trois parties : une relative à la destruction, une autre à la conservation et une dernière à la reconstruction. La destruction a consisté à expulser les anciens propriétaires de la possession des moyens de production ; le travail de conservation nous a imposé le devoir de ne pas anéantir la production en détruisant les forces du capitalisme ; le travail de reconstruction consiste à remplacer l'administration capitaliste par l'administration prolétarienne, c'est-à-dire par l'administration des ouvriers, tant dans les gestions particulières que dans l'organisme général de l'État.

Notre premier acte fut l'expropriation des banques, c'est-à-dire leur passage à l'administration prolétarienne ; ce travail est presque entièrement terminé et concerne environ huit cents institutions de crédit avec leurs filiales. Nous avons, par cette mesure, pu freiner les tendances contre-révolutionnaires ; mais pour la vie économique proprement dite, l'expropriation des banques n'a pas beaucoup d'importance.

Comme deuxième tâche, nous nous sommes fixés la socialisation des grandes propriétés. Pour ce qui est de la forme, la socialisation est en grande partie terminée mais, dans la pratique, elle ne pourra être réalisée dans de nombreux cas et beaucoup de grands propriétaires, beaucoup de directeurs de grandes industries, d'usines, etc., continuent à occuper leur poste. Leur exclusion a été rendue impossible par le fait qu'en de nombreux endroits, il manque des cadres ouvriers conscients et capables d'assurer la gestion. Ont été socialisés environ 1 200 000 hectares de terrain ; 3 780 000 hectares continuent à être gérés par des propriétaires privés.

La socialisation des entreprises industrielles est plus avancée que la socialisation de la terre. La socialisation des mines et de nombreuses entreprises industrielles est déjà terminée et plus de 100 000 ouvriers travaillent dans des entreprises socialisées.

Voici comment ont été organisées les entreprises socialisées : on a désigné pour les diriger des Commissaires de production et des Comités de contrôle ouvrier. Les organismes capitalistes centralisateurs, nés pendant la guerre, n'étaient que des instruments de spéculation déguisés. Il est nécessaire avant tout que de tels organismes soient imprégnés et concrètement pénétrés par l'esprit socialiste. Il s'est toujours produit des abus et il s'en produira encore à l'avenir. Tant que l'ensemble de la société ne sera pas modifié par la nouvelle éducation moderne, par la conception moderne de la production, il ne sera pas possible d'introduire dans ces organismes un nombre suffisant de travailleurs conscients pour rendre possible l'expulsion des hâbleurs et des bavards.

L'orateur parle ensuite de la nécessité de contrôler le commerce à cause de la pénurie des marchandises, mais il ajoute qu'une fois le blocus levé et une fois la production locale remise en activité, on pourra être moins rigoureusement sévère dans l'application des lois actuelles et rétablir la liberté du commerce dans de nombreux domaines. Cela a déjà été fait pour le commerce des primeurs et des légumes, marchandises qui peuvent se détériorer et qu'il n'est pas possible d'accumuler.

Les limites de la socialisation

Pour ce qui concerne la terre, les propriétés inférieures à 60 hectares seront maintenues en régime privé. De même, les entreprises où travaillent au plus vingt ouvriers doivent rester une propriété privée. Ces limites furent reconnues en principe, mais il ne fut pas possible de les faire respecter pratiquement dans les entreprises industrielles. Nous n'avons d'abord pas voulu socialiser les entreprises de moins de vingt ouvriers, mais ce sont les ouvriers eux-mêmes qui l'ont fait. Il est compréhensible que des ouvriers conscients, capables de constater les bénéfices de la socialisation réalisée dans les entreprises voisines de celle où ils travaillaient, n'aient pas voulu admettre que leur usine ne soit pas socialisée parce qu'elle n'employait que 19 ouvriers, alors que d'autres entreprises avec 20 ouvriers jouissaient déjà des bénéfices de la socialisation.

On nous a souvent proposé l'exemple russe : en Russie, la limite de la socialisation pour les usines a été fixée à cinquante ouvriers, mais chez nous les conditions étaient complètement différentes. En Russie, ce sont les grandes et puissantes usines équipées avec des capitaux venus d'Occident qui prévalent face aux petites industries urbaines et villageoises ; l'industrie moyenne, dont il existe tant de variétés en Hongrie, manque complètement en Russie. Voilà pourquoi en Russie le nombre limite d'ouvriers est plus élevé qu'en Hongrie.

Une des erreurs les plus graves commises dans l'organisation des entreprises industrielles a consisté à ne pas avoir suffisamment clarifié les rapports réciproques entre les Commissions de production, les Comités de contrôle ouvrier et les directions techniques. Dans de nombreuses entreprises, les Commissaires de production estiment que leur fonction consiste dans la direction technique, ce qui n'est absolument pas le cas. Dans les entreprises élémentaires et plus petites, comme par exemple dans les travaux d'emballage et la fabrication des meubles, la chose est encore possible. Mais dans les entreprises plus vastes, dans lesquelles la direction technique exige des connaissances spéciales et approfondies et une préparation de longue haleine, elle ne peut être confiée aux Commissaires de production, aussi bons prolétaires soient-ils. La fonction particulière des Commissaires de production se réduit à juger, du point de vue politique, s'il ne se produit pas des actes de sabotage dans les entreprises.

Cette confusion des pouvoirs a entraîné de nombreux et fâcheux incidents : nous avons cherché à y remédier partout où c'était possible en choisissant les Commissaires de production parmi les techniciens et les ingénieurs ; mais là où existe encore un abîme entre les idées des techniciens et celles de la classe ouvrière, il n'a pas été possible de leur confier la fonction de Commissaires de production.

L'activité des Commissaires de production sera à l'avenir encore plus nettement séparée de la direction technique et, en tout cas, sera plus strictement réglementée. Une autre tâche à résoudre à l'avenir sera celle d'incorporer dans les Comités de contrôle ouvrier des délégués des syndicats, choisis parmi les ouvriers qui travaillent dans l'entreprise concernée.

Mais nous devons reconnaître que la production est impossible sans les techniciens, et la classe ouvrière doit, spécialement en province, s'habituer à l'idée que si les dirigeants intellectuels d'une entreprise conservent encore aujourd'hui une manière de parler particulière, cela disparaîtra de plus en plus avec la diffusion des mœurs prolétariennes et l'expansion des idées socialistes.

L'organisation de l'État

Pour remplacer les 20 ou 30 000 employés capitalistes qui organisaient la production, il a été nécessaire de créer une bureaucratie. Sans cette bureaucratie, notre œuvre aurait échoué et l'anarchie aurait régné. Il a été impossible de conserver l'ancienne bureaucratie ; cela aurait été trop dangereux. L'ancienne bureaucratie avait été constituée uniquement pour servir les intérêts capitalistes ; elle était absolument imprégnée d'esprit juridique, de l'esprit qui se limite à l'exécution sur le papier. En la conservant, nous n'aurions pas pu aboutir rapidement à une autre organisation de la production.

Je dois reconnaître que la nouvelle bureaucratie n'est pas du tout l'organe idéal que nous espérions. Beaucoup de gens ne sont pas à leur place et beaucoup sont des jeunes sans expérience, immatures du point de vue politique, et qui ont modifié avec trop de facilité leurs convictions politiques. Comme Lénine l'a dit, en se référant au même phénomène constaté en Russie, nous devons libérer la Révolution de ces éléments, qui en sont les poux et les sanguines.

Camarades ! Un tel travail est en train de se faire et si vous suivez les événements, vous pouvez voir que nous réussissons toujours plus à placer aux postes de commande de la nouvelle bureaucratie les vieux et expérimentés dirigeants des syndicats. (*Une voix : Il aurait fallu le faire plus tôt ! Il ne faut compter que sur les compétents !*)

Quelqu'un m'a crié qu'il aurait été nécessaire de faire ainsi dès le début, et je réponds sincèrement : Quand on a accompli la Révolution, deux groupes d'hommes se sont unis pour atteindre le même but. L'un vivait depuis longtemps déjà dans l'idéologie communiste et se préparait depuis des mois à un travail de reconstruction pour le moment où la dictature du prolétariat serait devenue une réalité. L'autre groupe était, au début, plein de craintes devant la dictature du prolétariat ; dans les premières semaines, il est resté dans un état de complète stupeur, et ce n'est qu'après quelque temps qu'il a pu se mettre à la tâche qui lui revient dans la dictature du prolétariat. Nous ne voulions pas que la production s'arrête et qu'une désorganisation complète succède à l'acte révolutionnaire ; nous fûmes contraints de nous adresser aux camarades disponibles, préparés seulement en tant que vieux communistes, pour qu'ils se mettent au travail avec passion. Aujourd'hui, il s'agit de choisir peu à peu parmi eux les meilleurs, les plus capables, les plus instruits, tant parmi les vieux que parmi les jeunes. De cette manière, nous construirons la nouvelle organisation.

Nous avons entendu beaucoup de plaintes sur les abus de la nouvelle bureaucratie ; je ne veux pas les contester, bien que l'ancienne en commît beaucoup plus et de bien plus grands ; seulement, l'ancienne bureaucratie était un tel labyrinthe qu'il n'était pas facile d'y découvrir les abus. Aujourd'hui, en revanche, les abus apparaissent immédiatement, précisément parce que les hommes de la nouvelle bureaucratie sont encore très inexpérimentés et très maladroits dans leurs concussions. Aujourd'hui, nous avons un nombre suffisant de personnes parmi lesquelles choisir et nous pouvons nous débarrasser de ces cadres improvisés ; nous chasserons les incapables et les malhonnêtes.

Quand je parle d'une nouvelle bureaucratie, je n'entends pas me référer seulement aux éléments intellectuels, mais aussi à ceux provenant de la classe ouvrière. Je crois que les éléments prolétariens doivent être attirés dans l'administration de l'État prolétarien ; si cela n'arrivait pas, il n'existerait pas d'État prolétarien. Mais même parmi les ouvriers, il y a cependant la tendance à exagérer de manière spéciale la bureaucratie composée de prolétaires, et je dois dire ouvertement que les abus se vérifient autant parmi les ouvriers devenus fonctionnaires que parmi les bureaucrates intellectuels. Et il n'y a pas de différence, de ce côté, entre Budapest et la province ; même en province, il existe des Directoires dont les membres remplissent leurs maisons de tapis persans et se rendent coupables de nombreux abus. Une grande œuvre d'épuration doit être accomplie dans ce sens.

La diminution de la production

Nous devons être d'accord pour reconnaître que même l'État prolétarien ne peut offrir plus de marchandises que n'en produisent les ouvriers ; mais quand j'examine le résultat, je vois qu'il est

vraiment très mauvais. En général, le rendement a beaucoup diminué : un peu moins pour l'agriculture, mais énormément pour de nombreuses branches de l'industrie. Pour ce qui concerne les mines de charbon, par exemple, le rendement en comparaison avec l'époque de Károlyi est inférieur de 10 à 38 % ; et cela pour ce qui concerne le rendement individuel, car je ne parle pas ici de la production par entreprise. En comparaison avec le temps de paix, cette diminution est de 50 %. Pour l'industrie métallurgique, elle est de 30 %, à l'usine de machines Lang de 75 %, même chose à l'usine d'ascenseurs de Mátyásföld, etc. La diminution est un peu moins sensible dans les entreprises où le travail des ouvriers se limite à actionner les machines : comme par exemple dans l'industrie chimique et dans la minoterie. Si nous recherchons les causes de cette diminution – et, je le répète, il ne s'agit pas d'un manque de charbon ou de matières premières, mais d'une diminution du travail individuel –, la première raison qui se présente est la fin de la discipline capitaliste sur le travail.

Dans la production capitaliste, il y avait tout un système qui poussait à la productivité travail ; si l'ouvrier ne produisait pas une quantité déterminée de travail, il était simplement licencié. Cet état de choses a cessé avec le renversement de la bourgeoisie. L'ancienne discipline du travail a été supprimée ; une autre ne s'est pas encore formée, mais elle est en train de s'établir. On a constaté de ce fait une certaine amélioration, mais le mal persiste encore.

Une autre raison doit être recherchée dans la suppression du salaire à la tâche et le passage au système de salaires horaires, qui diminue précisément le rendement du travail même parmi les meilleurs ouvriers.

Beaucoup de personnes ne s'élèvent pas encore aux sommets de la conscience socialiste qui existera dans les prochaines générations. N'est pas encore enraciné le concept que chacun doit travailler autant qu'il le peut, même s'il recevra la même part dans la production commune, étant donné que la force musculaire et l'habileté sont différentes chez chaque individu : voilà le vrai communisme, la vraie fraternité. Mais aujourd'hui, les ouvriers considèrent encore les choses du vieux point de vue capitaliste, et c'est pour cela que nous devons revenir au système du paiement à la tâche.